

TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants



BOA accompagne la scolarité de vos enfants



www.lemedium.info

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0347 du 09 au 15 Juillet 2019 - Prix : 250 F CFA

POLITIQUES/ELECTIONS LOCALES :

L'opposition togolaise remise à sa juste place

P.3



En première ligne, les leaders de l'opposition togolaise lors d'une marche (Photo archives)

ESPERANCE DES BATISSEURS

Travaux immobiliers | Construction | Réhabilitation
Aménagement de bâtiment | Carrelage | Plomberie
Électricité | Transit-douane

Distributeur exclusif des ascenseurs et produits OMEGA base d.o.o

Carrefour 2 lions, à 500m de l'agence Togocel annexe bâtiment blanc-gris / Agoè Anomé

Contact : + 228 22 25 18 63 / 90 97 58 38
E-mail : esperancedesbatisseurs@yahoo.fr
antoine.dadjo@gmail.com



ESPERANCE DES BATISSEURS

www.eb-togo.com

ENERGIE RENOUVELABLE POUR 2020-2030 :

Lomé accueille la 3ème Conférence régionale du ROGEP

P3



ECREEE

TOWARDS SUSTAINABLE ENERGY

SOCIÉTÉ / RELIGION :

Mettre fin aux fluctuations de la date de la fête de Ramadan

P.5



Un prédicateur

ÉCONOME NUMÉRIQUE :

Le Togo se conforme aux normes du commerce électronique en Afrique

P.4



Philippe Kokou Tchodié, Commissaire général de l'OTR

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalement.com Tel 22 20 05 53

Météo

Mardi 09 Juillet 2019

Matin:

Temps nuageux
28°C

Après-midi:

Temps nuageux
24°C

EDITO
Rechercher la vérité

Dans notre monde aujourd'hui, il existe toute une floraison d'assertions dites abusivement "vérités".

Presque tout le monde a sa vérité et s'empêche ainsi de rechercher la vérité. Avoir comme objet la recherche de la vérité, c'est justement se mettre sur cette voie d'humilité et de prise de conscience que nous ne connaissons rien. Nous ne savons rien et devons donc avoir comme objet cette démarche constante de recherche de la vérité.

En être conscient, c'est déjà faire le pas utile. C'est être guidé par ce besoin tout en grandissant dans cette quête permanente de recherche de la vérité.

La vérité n'est pas figée. Elle n'est non plus statique. Elle se laisse chercher, se rechercher en dehors de tout dogme.

Le "Connais-toi toi-même" est d'une utilité urgente et importante. En effet, la vie est le plus difficile des examens. Beaucoup de gens échouent parce qu'ils essaient de copier les autres sans se rendre compte que tout le monde a à un questionnaire différent. Essayons donc de répondre à notre questionnaire et notre vie serait une réussite. La connaissance de soi conduit à l'épanouissement et au bonheur.

Donc dans sa démarche quotidienne de recherche de la vérité, l'humain devra cultiver cette humilité qui ouvre toutes les portes. Mais être aussi persévérant dans la recherche. Sur le Chantier.

Crédo TETTEH



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERA Razak
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

EDUCATION :

Le Collège Notre Dame de Fatima d'Avédji prime ses meilleurs élèves de l'année

Le Collège Notre Dame de Fatima d'Avédji (banlieue nord-ouest de Lomé) a primé vendredi, les meilleurs élèves de l'année scolaire, lors de la deuxième édition de la "soirée des lauréats", a constaté une journaliste de Savoir News.

La cérémonie de récompense a été l'occasion pour cet établis-

sement scolaire confessionnel, de montrer au grand public, la qualité de la formation dont bénéficient les élèves.

Au total 19 élèves -- de la 6ème en 3ème -- ayant obtenu une moyenne supérieure ou égale à 15, ont été primés. Ils ont reçu des cahiers, stylos, dictionnaires, livres de lecture et du



Les élèves lors d'une démonstration



Photo de famille des élèves primés

matériel didactique pour entamer la prochaine rentrée scolaire.

"Nous sommes un collège catholique et par nature une école catholique est une structure d'éducation qui axe sa politique sur l'excellence. Pour ce faire, nous organisons au Collège Notre Dame de Fatima d'Avédji chaque année, une soirée des lauréats pour récompenser les meilleurs élèves de l'année, ceci pour inciter les autres élèves qui ne s'appliquent pas sérieusement à emboîter les pas des autres. Car de nos jours, il y a assez de diplômés et ce n'est que les meilleurs qui peuvent trouver leurs places. Quelles que soient les circonstances, quand vous êtes meilleur, vous trouverez toujours votre place", a indiqué Gratien Akakpo-Mimado (directeur général du Collège Notre Dame de Fatima).

"Nous cultivons l'excellence pas seulement sur le plan intellectuel, mais sur tous les plans. Nous offrons une formation intégrale et en dehors de la formation académique, nous faisons beaucoup de choses pour que nos élèves puissent être des hommes formés, équilibrés et mieux préparés pour affronter les défis de demain. Nous formons nos élèves dans leurs natures profondes

et nous les transformons pour que sur le plan intellectuel, physique, moral, spirituel, ils soient totalement épanouis", a-t-il ajouté.

En dehors du prix d'excellence, le "prix des filles leaders" a été décerné à 4 filles de ce collège qui ont brillé de par les moyennes obtenues à la fin de l'année.

"Je suis la 4ème fille leader. A la fin de cette année scolaire j'ai obtenu 16 comme moyenne générale. Je suis très contente, parce que j'ai reçu un premier prix qui m'a permis d'avoir pleins de cahiers et livres. Le prix des filles leaders m'a permis d'avoir une couronne et pleins de choses encore", a confié toute souriante l'une des filles leaders.

La "Soirée des lauréats" a aussi permis de distinguer les enseignants de ce collège, mais aussi deux familles de parents qui n'hésitent pas à prêter mains fortes au Collège Notre Dame de Fatima dès que le besoin se fait sentir.

Il faut noter que le Collège Notre Dame de Fatima cadre est un propice aux jeunes pour la culture de l'excellence. Ce Collège a ouvert ses portes, la rentrée scolaire 2017-2018, et dispose d'une école primaire.

Source : Savoirnews.net

Togoentrepotarchive.com

Togo Entrepôt Archives est une société qui offre les services suivants :

Stockage des archives - Audit - Numérisation - Incinération des archives

Nous disposons d'une équipe pour réorganiser vos archives et des locaux pour externaliser vos archives

Notre ambition :

Donner la possibilité à nos clients de réaliser des économies mais surtout de préserver la mémoire de leur entreprise.

Nous disposons d'une équipe pour classer vos archives, les numériser et les incinérer.

Tél : 22 20 05 53
Cél : 91 06 88 07/
93 54 72 00

TogoMac.com

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule,

AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement-apple@sogesti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès
www.togomac.com

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07
www.sogesti.net ; info@sogesti.net

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces
Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois-
www.togoannonce.com

**COMMISSION ELECTORALE NATIONALE
INDEPENDANTE CENI - TOGO**

**2019 ELECTIONS DES CONSEILLERS
MUNICIPAUX**

**RECONNAÎTRE MA DÉFAITE EST
UNE VICTOIRE POUR MON PAYS !**

NON A LA VIOLENCE !

#ElectionsTg2019
Togolais Viens, Bâtissons La Cité

POLITIQUES/ELECTIONS LOCALES :

L'opposition togolaise remise à sa juste place

Au petit matin du 30 JUIN 2019, jour de l'élection des conseillers municipaux, le Président de la République Faure Gnassingbé s'est fendu d'un tweet qui indiquait que ce scrutin est l'aboutissement d'un long processus de décentralisation mené avec rigueur et marque une avancée majeure dans l'enracinement de la démocratie du pays.

Par Ali SAMBA



En première ligne, les leaders de l'opposition togolaise lors d'une marche (Photo archives)

L'élection devrait consolider l'ancrage local des partis politiques et quelques personnalités influentes des quartiers et cantons du pays. Les partis de l'opposition qui avaient appelé au boycott du recensement électoral et des élections législatives en 2018 se sont alignés, cette fois, ci au départ de la compétition, pensant damer les pions au parti au pouvoir UNIR. Mal leur a pris. Les résultats provisoires proclamés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) les ont remis à leur place : 134/ 1525 pour l'ANC, la C14 retrouvant dans les mêmes proportions. Pour les autres, le score frise le ridicule.

Cette élection locale était du pain béni pour l'opposition qui pensait faire feu de tout bois et démontrer au parti au pouvoir UNIR qu'il s'est toujours trompé quand il affirme qu'il est un

grand parti, le plus grand parti du Togo. Que n'a-t-on pas entendu pendant les campagnes électorales de l'ANC, la C14 ? Et pourtant, dans l'une de nos parutions, nous les mettions en garde contre ce genre de comportement que nos concitoyens ne voudront plus voir. La sanction a été immédiate.

Ceux qui, pour un oui ou un non se réclame du peuple et pense être le dépositaire du peuple ont mordu la poussière. Cette élection municipale vient démontrer la place et l'importance qu'occupent ces partis dans le cœur des Togolais.

Partout, de Cinkassé jusqu'au plus profond des hameaux de la préfecture des Lacs, dans des zones considérées même comme leurs bastions, l'ANC et la C14 n'ont pas fait mieux que certains indépendants qui leur ont damé

le pion. Nulle part au Togo, l'opposition dans son ensemble n'a relevé la tête. Les résultats provisoires de la CENI le prouvent. Les cris d'orfraie que poussent Brigitte Kafui Adjamagbo de la C14 et les élucubrations de Jean Pierre Fabre, président de l'ANC quant aux éventuelles fraudes ne trompent personne.

A la limite, ces agissements peuvent être considérés comme de la comédie. Leur supposé aigreur et mécontentement n'émeuvent personne. Le peuple de la base, celui qui leur sert de fonds de commerce depuis une dizaine d'année a tranché. Les populations viennent de par cette élection désigner clairement ceux qui doivent désormais parler en leur nom.

Finie la duperie, finie la tromperie. Le peuple togolais a démontré aux yeux du monde sa

maturité politique et surtout son sens aigu de responsabilité. Car il ne peut vouloir une chose et son contraire, une attitude adoptée par les leaders de l'opposition.

Voilà des gens " respectables et respectés" qui ont appelé au boycott d'un recensement électoral et qui plus tard, demande à ceux qui n'ont pas été inscrit sur une liste électorale de venir leur accordé leur vote. C'est du non-sens.

Les Togolais dans leur majorité ont prouvé qu'ils ne sauraient impunément se moquer de d'eux. D'ailleurs, les populations leur ont signifié cette incongruité lors de la campagne électorale. Les plus déçus ne se sont même pas déplacés. Comme on fait son lit, on s'y couche.

C'est une très belle leçon de démocratie, d'humilité et de bon sens que les hommes et femmes du Togo viennent d'inculquer à Jean Pierre Fabre, Brigitte Kafui Adjamagbo et leur bande de copains qui pensaient se refaire une santé politique avec ces locales. Ce sera pour une prochaine fois, en 2025.

L'espoir est permis de croire que cette gifle reçue leur permettra de s'assagir et mieux considérer les Togolais au nom de qui ils prétendaient parler. On ferme les bans et on passe à autre chose.

ENERGIE RENOUVELABLE POUR 2020-2030 :

Lomé accueille la 3ème Conférence régionale du ROGEP

Après Accra, Lomé la capitale du Togo accueille du 18 au 19 juillet prochains, la troisième conférence régionale sur le thème : " renforcement des partenariats pour une promotion accélérée des systèmes solaires autonomes en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel.

Par Crédo TETTEH

Organisée par le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ECREEE) de la CEDEAO avec l'appui de la Banque Mondiale et de la BOAD, cette troisième conférence régionale du ROGEP (Projet Régional d'électrification Hors Réseau) envisage une meilleure compréhension de la phase de mise en œuvre du projet, des composants et sous-composants et des prochaines étapes de la mise en œuvre et moyens matériels et financiers du projet.

Le ROGEP se concentrera sur le soutien et le développement d'écosystèmes commerciaux viables dans les pays du projet par le biais d'une initiative au niveau régional.

L'objectif principal du ROGEP est d'accroître l'accès des ménages,



des entreprises et des collectivités à l'électricité au moyen de systèmes solaires autonomes modernes telles que les lanternes solaires, les systèmes solaires domestiques, les pompes à eau solaires, les moulins solaires et les machines à coudre solaires, par une approche régionale harmonisée.

Précisons que les bénéficiaires du projet seront les personnes vivant actuellement sans accès à l'électricité ou vivant avec un approvisionnement en électricité peu fiable dans les 19 pays ROGEP. Le Projet ROGEP ambitionne donc de fournir des services d'électricité à environ 1,7 millions de personnes, dont environ la moitié serait des femmes.

La 3ème Conférence régionale du ROGEP des 18 et 19 juillet prochains à Lomé réunira un groupe

diversifié de partie prenante de tous les Etats membres de la CEDEAO, de la Mauritanie, du Tchad, du Cameroun, de la République Centrafricaine. Des parties prenantes censées participer activement aux discussions et apporter leur contribution au processus d'élaboration de la stratégie de mise en œuvre.

Notons que l'accès à l'électricité est indéniablement un facteur important dans le développement des communautés et, par extension, des pays. Alors que certains pays ont amélioré leur accès à l'énergie, la plus large partie de la région de l'Afrique de l'Ouest, y compris le Sahel, est confrontée à des problèmes d'accès à l'énergie, de sécurité énergétique et d'atténuation du changement climatique.

Sans accès aux sources d'énergie modernes, les pays de l'Afrique occidentale et du Sahel seront plongés dans un cercle vicieux de pauvreté, d'instabilité sociale et de sous-développement. Des facteurs qui entravent donc de manière complexe la mise en œuvre de stratégies régionales visant à favoriser le développement socio-économique, à attirer les investissements étrangers et à fournir des services sociaux de base aux citoyens de la région. Précisons tout de même que la région a beaucoup progressé dans la création d'un environnement propice à la mise en place d'un marché viable de l'énergie durable.

Rappelons que la phase de préparation du ROGEP a été lancée à Dakar (Sénégal) en Octobre 2017 dans le cadre du Forum sur l'énergie durable de la CEDEAO. Un deuxième atelier régional s'est tenu du 26 au 27 juin 2018 à Accra (Ghana), dans le but de présenter les notes de concept élaborées aux participants et d'obtenir leurs retours.

En ce qui concerne le troisième atelier régional, il marquera le lancement de la phase de mise en œuvre de ROGEP.

Zozo

POLITIQUE : LES HEUREUX ÉLUS



La Commission électorale (Céni) a publié vendredi les résultats des élections municipales du 30 juin. UNIR (majorité présidentielle) remporte ce scrutin avec 895 élus sur 1.490. L'ANC obtient 134 conseillers municipaux et la coalition des 14, 131 élus. L'UFC aura 44 élus, le NET, 33 et le MPDD, 25. La parti du président Faure Gnassingbé remporte la ville de Lomé qui était jusqu'à présent un fief de l'opposition. Source : @Republicoftogo.com

DIPLOMATIE : RETOUR À LA MAISON



70 militaires togolais de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) ont regagné Lomé mardi dernier au terme d'un an passé dans ce pays. Un nouveau contingent est parti sur place. Certains font partie de la Force de police des Nations Unies (FPU), d'autres sont médecins et infirmiers. L'expertise des Togolais a largement contribué à ramener le calme au Mali. Leur action est régulièrement saluée par les responsables de l'ONU. Source : @Republicoftogo.com

UNION AFRICAINE : LE PRÉSIDENT TOGOLAIS À NIAMEY POUR LE LANCEMENT DE LA ZLEC



Les pays de l'Union africaine (UA) devaient lancer symboliquement dimanche en fin de journée à Niamey la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlec), qui doit constituer 'un pas vers la paix et la prospérité en Afrique'. Le président togolais, Faure Gnassingbé, est présent à cet événement historique. L'entrée en vigueur de la Zlec est l'événement le plus important dans la vie de notre continent depuis la création de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) en 1963 et sa transformation en Union africaine', a affirmé en ouverture du sommet l'hôte nigérien, le président Mahamadou Issoufou, un des plus ardents promoteurs de la zone. Quelque 4.500 délégués et invités, dont 32 chefs d'Etat et plus de cent ministres étaient présents pour l'événement dans la capitale nigérienne, qui a fait peau neuve avec un aéroport flamboyant, des routes élargies et de nouveaux hôtels et bâtiments. Le géant nigérien, réticent jusque-là, et son voisin le Bénin ont signé l'accord dimanche en ouverture du sommet, sous les applaudissements de leurs homologues. 54 des 55 pays africains vont constituer ce nouveau marché. Seule l'Erythrée n'a pas signé l'accord. 27 pays ont déjà ratifié l'accord, a précisé Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'UA (...). Source : @Republicoftogo.com

Zozo

ECONOMIE : LE TOGO SCELLE SON ADHÉSION À L'ACA

Le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, a participé vendredi à Cotonou (Bénin) à la cérémonie d'ouverture de la 19^e assemblée générale de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA)

Les députés togolais ont adopté en avril dernier la loi autorisant l'adhésion de leur pays à cet organe. Agence panafricaine et multilatérale, créée en 2001 avec le soutien de la Banque mondiale, l'ACA couvre les risques politiques, les risques liés à l'exécution des travaux ainsi que les risques de crédit commercial en Afrique.

L'adhésion du Togo procurera des avantages socio-économiques certains, notamment en termes de mobilisation des ressources financières à moindre coût des secteurs public et privé ainsi que des investissements. Elle permettra également de bénéficier de l'expertise nécessaire à la promotion de l'investissement et du commerce sous toutes ses formes.

L'arrivée du Togo à l'ACA s'inscrit dans la mise en œuvre du plan national de développement (PND) qui ambitionne de faire du Togo un pays attractif, avec une économie forte, résiliente, durable inclusive, bref une économie assurant un mieux-être à la population.

Source : @Republicoftogo.com

ECONOMIE : CROISSANCE ET PARTAGE DE RISQUES



Le projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole (proMIFA) a été lancé vendredi à Lomé.

Fondé sur le partage de risques le proMIFA a pour objectif de professionnaliser la filière agricole par la structuration des chaînes de valeur, d'augmenter le volume de financement alloué par les institutions financières au secteur et de développer les produits assuranciers et technologique innovants. Il permettra d'accompagner et de former 160.000 membres des coopératives, d'accorder des financements à 100.000 acteurs de la chaîne de valeur agricole, de créer 400.000 emplois directs en milieu rural.

Le financement global est de 20,24 milliards de Fcfa, dont plus de 13 milliards apportés par le FIDA (Fonds international de développement agricole)

Le reste provient de l'Etat et du secteur privé.

Le lancement du proMIFA marque une étape importante dans le partenariat entre le Togo et le FIDA. Il ouvre la voie à une coopération plus efficace et plus soutenue dans le but d'augmenter les investissements dans la transformation agricole. L'agriculture est une formidable opportunité commerciale et moteur de la croissance' a déclaré Lisandro Martin, directeur Afrique de l'Ouest du FIDA. Le secteur agricole reste l'épine dorsale de l'économie. Il contribue à plus de 60% des emplois et à 41% du PIB.

Source : @Republicoftogo.com

ECONOMIE/MINES:

Evaluation à mi-parcours du Projet de développement et de gouvernance minière (PDGM)

Lancé en 2016, le projet de développement et de gouvernance minière (PDGM) financé par la Banque mondiale à hauteur de 15 millions de dollars US et qui a pour objectif de rationaliser les structures institutionnelles des organisations clés du secteur des industries extractives va prendre fin en 2020. Il s'agit pour le gouvernement et la banque mondiale de renforcer l'efficacité et la recevabilité de manière à garantir une gestion efficace du secteur. Un rapport d'activité à mi-parcours du projet rendu public en 2018 a relevé les points forts et ce qui devrait être amélioré avant la fin du projet.

Par Koudjoukabal

Les Points forts du PDGM

Dans ce créneau, le rapport relève comme force, la pertinence du projet et cadrage avec les priorités du Gouvernement ; très bonne performance des Indicateurs relatifs à l'objectif de développement du Projet (4 sur 5 indicateurs ont atteint et dépassé leurs valeurs cibles, soit 80%) ; approche innovante dans la mise en œuvre de certaines sous-composantes du projet qui lui confère un bon cadre analytique professionnel ; prise en charge financière par le Gouvernement du fonctionnement des Comités de pilotage qui est considérée comme une source de motivation pour les membres en vue de leur participation active aux réunions statutaires et extraordinaires ; sur le plan de l'ancrage institutionnel, les acteurs tant au niveau du ministère et des Comités de pilotage ont une très riche et longue expérience dans les domaines de leurs compétences et offrent au projet un plateau technique et analytique fort utile ; célérité dans la signature des contrats par le ministre des Mines et de l'énergie " Alors qu'il a 7 jours calendaires statutairement, le délai de signature varie chez lui de 1 à 3 jours ; cette grande disponibilité est un atout incontestable pour le succès du projet " lit-on dans le rapport fait également référence au fonctionnement normal du Comité de coordination stratégique et ses contributions au projet jugées positives ; à la flexibilité, au professionnalisme et capacité d'adaptation de l'équipe de la Banque mondiale conduite par le Chef du projet qui ont permis de maintenir un dialogue permanent et constructif avec le Gouvernement dont le ministère des Mines et de l'énergie ; gestion fiduciaire du Projet conforme aux principes comptables généralement admis et aux termes de l'Accord de crédit IDA 5735-TG ; dossiers d'appels d'offres établis sur la base des documents-types et les marchés passés ont fait l'objet de mise en compétition de plusieurs candidats conformément aux dispositions prévues et les critères d'attribution conformes aux critères contenus dans les Instructions aux soumissionnaires ; dévouement et disponibilité permanents de l'équipe de l'Unité d'exécution du projet.

Les faiblesses

Ces bons points ne sauront occulter les difficultés rencontrées lors de l'exécution du projet. Les points faibles notés dans le rapport sont relatifs à la simplicité complexifiée dans la conception du Projet, entraînant confusions, difficultés d'interprétation et retard dans sa mise en œuvre ; aux activités des sous-composantes non clairement définies, offrant un champs ouvert à toute interprétation des activités à mener ayant pour corollaire des arbitrages difficiles et des frustrations



Siège de l'ITIE à Lomé

des bénéficiaires ; multiplicité des acteurs en déphasage avec le nombre et les compétences en ressources humaines au sein de l'Unité d'exécution du projet ; caractère transversal du financement du PDGM ayant émoussé quelque peu le degré d'appropriation et d'adhésion du ministère au projet en ce sens que certaines priorités du département n'ont pas pu être prises en compte dans le PDGM ; ancrage institutionnel présentant une caractéristique hybride peu orthodoxe, entraînant un leadership équivoque du projet ayant pour corollaire la lenteur dans les prises de décision et une faible marge de manœuvre de l'Unité d'exécution du projet ; longs délais d'obtention des avis de non-objection de la Banque mondiale, pouvant aller jusqu'à 48 jours calendaires alors que la norme admise est de 15 jours calendaires ; faible taux de décaissement (20,70%) dû essentiellement aux importants retards dans toutes les étapes d'exécution du

Projet et la complexité de sa mise en œuvre ; non-décaissement régulier des fonds de contrepartie qui devient une véritable menace pour la motivation des membres des Comités de Pilotage ayant pour conséquence des retards dans les livrables des sous-composantes y relatives ; problème de disponibilité et de mobilité de certains membres du Comité de pilotage ; longs délais dans le processus de passation des marchés ; longs délais d'approbation des contrats par le ministère de l'économie et des finances ; problème de disponibilité de crédit (attestation de disponibilité de crédit) ; menace de pérennisation des sous composantes A1 (Cadastre minier et base de données géologiques nationales), A2 (Services de conseil sur les transactions), A 6 (Gestion de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle) et B 2 (Gestion environnementale et sociale des opérations minières) en raison des problèmes institutionnels et organisa-

tionnels du ministère des Mines ; menace de pérennité de la sous composante A3 en particulier "la modélisation fiscale" en ce sens qu'elle est paramétrée seulement sur l'or dont la production, pour l'heure, est vraiment marginale au Togo (le modèle n'a pas pu s'adapter ni aux phosphates ni aux autres minerais et est à l'heure actuelle non opérationnelle) ; redondance de la sous-composante A5 (Renforcement des structures de gouvernance des Entreprises publiques du secteur minier) avec les sous-composantes A4 (Développement organisationnel du ministère des Mines) et B2 (Gestion environnementale et sociale des opérations minières et soutien des plateformes de développement communautaire) - elle devrait donc être supprimée et la fondre dans la sous-composante B2 pour toute question socio environnementale et dans la sous composante A4 pour les questions structurelles et financières dont pourrait bénéficier la SNPT en tant qu'entreprise publique ; redondance de la sous-composante B3 (Retombées économiques en matière d'infrastructures du secteur minier) avec la sous-composante A2 (Services de conseil sur les transactions) ; chronique déficit du ministère en personnel, affectant négativement les chances de succès du Projet - selon la Banque mondiale, "l'insuffisance de personnel au niveau du ministère des Mines et particulièrement à la Direction des mines a contribué au faible progrès de la mise en œuvre des activités ; de même, ce problème constitue un risque pour la pérennisation du projet".

ECONOMIE NUMÉRIQUE :

Le Togo se conforme aux normes du commerce électronique en Afrique

Pour avoir des accords fructueux avec le secteur des douanes afin de faciliter les transactions transfrontalières de colis et paquets commandés par les clients, l'Union Postale Universelle et de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), ont ouvert hier à l'Hôtel Sancta Maria à Lomé, les travaux du quatrième atelier francophone du projet régional de l'UPU sur la préparation opérationnelle pour le commerce électronique en Afrique.

Durant 4 jours, près de 70 experts de 22 pays échangeront sur des thématiques liées à la préparation opérationnelle de notre continent au commerce électronique : la mise en place des procédures communes de dédouanement, l'échange de données électroniques préalables de qualité ainsi que sur l'efficacité et la sécurité de la chaîne logistique du courrier.

Initiative de l'UPU, cet atelier entend favoriser une plus grande coopération entre les douanes et les postes au niveau national. Pour atteindre cet objectif, un processus a été mis en place à travers le projet "préparation opérationnelle pour le commerce électronique" en faveur des pays africains. Ce mécanisme entend surmonter des obstacles qui empêchent les consommateurs d'effectuer des transactions frontalières en ligne ; aider les opérateurs désignés à moderniser les processus opérationnels, utiliser tous les outils informatiques normalisés et les dispositifs, de bout en bout, pour mettre en œuvre les solutions opérationnelles répondant aux exigences du commerce électronique.

Selon Mauro Boffa, économiste de l'UPU, " le commerce électronique continue de gagner du terrain sur les ventes traditionnelles et les nouveaux



Philippe Kokou Tchodji, Commissaire général de l'OTR

besoins de la clientèle encouragent cette expansion ". Même s'il convient de rappeler que conformément aux recommandations du Congrès d'Istanbul en 2006 "...nos pays font des efforts pour s'impliquer dans le commerce en ligne, cet atelier constitue un grand rendez-vous de partage et d'opportunités pour avoir des accords fructueux avec le secteur des douanes afin de faciliter les transactions frontalières de colis et paquets commandés par notre clientèle devenue de plus en plus exigeante ", a relevé Kwadzo Dzodzro Kwasi, directeur des postes du Togo.

En effet, de plus en plus de commerçants se lancent dans l'aventure de la vente digitale ou s'y intéressent. Les start-up technologiques sont à l'origine d'idées innovantes qui permettent de contourner les problèmes existants en créant une fenêtre d'opportunité pour développer un commerce électronique adapté aux réalités du pays et populariser ainsi les transactions sur internet. Il existe indéniablement un potentiel mais à condition que le commerce électronique s'adapte aux réalités du pays et que les efforts nécessaires soient pour lever les contraintes existantes.

Cet objectif est en phase et cadre parfaitement avec l'esprit et la vision du plan national de développement notamment dans l'axe 1 qui ambitionne de faire du Togo un hub logistique d'excellence et centre d'affaires de premier

ordre dans la sous-région relève le représentant du Ministre Cina Lawson qui cite "Mû par cet idéal et cette ambition, le gouvernement togolais s'est engagé dans une dynamique afin d'opérer des réformes, en adoptant des mesures réglementaires et en mettant en place des dispositifs visant à instaurer un environnement serein et propice pour le développement des TIC, et partant pour la promotion du commerce électronique. A cet égard, le Ministère des Postes, de l'Economie Numérique et des innovations technologiques a élaboré et mis en œuvre une stratégie sectorielle dont le déploiement a permis d'obtenir d'excellents résultats comme le relève, par ailleurs, un rapport de la CNUCED de 2018 sur l'évaluation rapide de l'état de la préparation du Togo au commerce électronique".

A titre des objectifs essentiels de la stratégie mondiale d'Istanbul, adoptée par le Congrès 2016, est d'améliorer l'interopérabilité de l'infrastructure du réseau grâce à la qualité de service, à des chaînes logistiques efficaces et sûres, à l'élaboration de normes, à la mise en œuvre des technologies de l'information et de la communication ainsi qu'à des procédures et règles opérationnelles rationalisées.

Quant au projet E-Commerce, il a été lancé sous forme de projet régional ORE en mai 2017 à Nairobi au Kenya et concerne tous les pays africains. Le 3^{ème} atelier francophone de formation sur la préparation opérationnelle des postes pour le commerce électronique s'est tenu du 6 août 2018 à Dakar au Sénégal et a regroupé 22 pays de la sous-région et a été suivi d'un atelier UEMOA sur le e-commerce du 9 au 11 octobre 2018 à Ouagadougou au Burkina Faso.

SOCIÉTÉ/RELIGION :

Mettre fin aux fluctuations de la date de la fête de Ramadan

La dernière célébration de la fête de Ramadan a, une fois encore, révélé la difficulté qu'ont les instances religieuses et administratives à trouver la date juste à annoncer aux fidèles de Mahomet et à l'ensemble des populations. C'est ainsi que certains, plus rigoureux sur les principes, ont trouvé à redire sur la date proposée cette année par l'Union musulmane du Togo et le gouvernement. Le Conseil suprême des Imams et prédicateurs du Togo (COSIP-Togo) veut palier à ce problème et propose la mise sur pied d'une commission d'observation du croissant lunaire en concertation avec l'Union Musulmane du Togo.

Par Ali SAMBA

Il explique que compte tenu des difficultés pour déterminer parfois la date réelle de la fête de Ramadan, le Conseil pense porter à la connaissance des autorités compétentes que la date réelle de la fête de Ramadan dans la foi musulmane ne pourrait être connue qu'au coucher du soleil du vingt neuvième (29ème) jour du mois de Ramadan plus précisément aux environs de dix-huit heures, GMT. Ainsi, les autorités musulmanes pourront décider de la tenue de la fête le lendemain ou non, selon l'apparition du croissant lunaire. " Ladite commission sera dotée du moyen logistique lui permettant de se positionner aux différents endroits du pays au temps opportun " affirme le COSIP à l'issue



Un prédicateur

d'une réunion ayant rassemblé tous les imams et prédicateurs du Togo à la grande mosquée de Lomé à l'issue de laquelle d'autres décisions ont été prises notamment l'invitation faite aux Imams et Prédicateurs, à interdire le campement ou l'hébergement des mendicants à l'intérieur et aux alentours des Mosquées.

Selon le Cosip, la pratique de la mendicité est devenue un phénomène courant en milieu musulman. Cette pratique porte atteinte à l'image de la communauté musulmane et n'a jamais été encouragée par l'Islam. " Face à ce constat, le Conseil appelle les Imams, les prédicateurs et les organisations islamiques, à organiser des activités de sensibilisation pour dissuader la pratique de la mendicité au Togo " lit-on dans un communiqué rendu public à la fin de la rencontre de Lomé.

En effet, à en croire le Cosip, l'Islam sanctifie le travail et réprouve

l'oisiveté. Il encourage toute forme d'activités intellectuelles ou manuelles et incite à la recherche des moyens de subsistance par les voies licites et légitimes. Par ailleurs, vu le contexte actuel de la crise sécuritaire que connaît la sous-région, le conseil souhaiterait que les autorités administratives puissent l'accompagner et le soutenir dans l'éradication de la mendicité tout en l'aidant préalablement à apporter, une réponse sociale à ce fléau.

Concernant les appels à la prière, le Conseil demande que les premiers responsables des mosquées prennent des dispositions idoines pour éviter des appels à la prière au milieu de la nuit pendant le mois de Ramadan. Il fait savoir que l'Islam interdit l'abus de droit et encourage le respect du droit du voisinage. " L'exercice du droit de culte ne doit nullement constituer un trouble anormal de voisinage

surtout envers autrui qui ne partage pas la même confession " dit le Cosip qui recommande aux imams, d'étudier la possibilité d'utiliser les hauts parleurs internes pendant les prières et apprécie le travail de méthodologie que mène la direction des cultes du Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales dans ce sens faisant savoir qu'une commission sera également mise en place pour déterminer les horaires d'appels des prières sur toute l'étendue du territoire.

Une autre préoccupation du Cosip, le plaider qu'il veuille faire auprès de l'autorité administrative pour obtenir deux (02) jours fériés pour la fête de Ramadan, plus précisément, le trente (30) du mois de Ramadan (9ème mois du calendrier musulman) et le premier du mois suivant (1er du 10ème mois du calendrier musulman) afin de permettre aux musulmans de fêter dans de bonnes conditions et de pallier aux fluctuations de la date de la fête.

Il faut souligner qu'à la fin des travaux, Sheikh Zakari AGORO, le président du Conseil des Imams et Prédicateurs du Togo a invité les imams et les prédicateurs à prier, lors de leurs sermons de vendredi, pour la pérennisation de la Paix au Togo, à la cohésion sociale et au vivre ensemble, et à tenir des discours religieux pondérés, éducateurs, rassembleurs, doux et sages.

ECONOMIE / REFORMES :

Performance du plan d'actions de la réforme de la gestion des finances publiques à fin décembre 2018

Les 1er et 02 avril 2019, s'est tenu un atelier sur la revue de la performance du Plan d'Actions de la réforme de la Gestion des Finances Publiques (PA-RGFP 2018-2020) à fin décembre 2018.

Par Ali SAMBA

Les Présentations de l'état de mise en œuvre des réformes dans les différents services ont été suivies de débats. Les présentations ont porté notamment sur la programmation et à l'exécution budgétaire, le renforcement du contrôle, la mobilisation des ressources financières, l'informatisation des services financiers et les marchés publics. Elles ont été livrées par les correspondants thématiques chargés du suivi des réformes. Le rapport de cet atelier publié par le ministère de l'économie et des finances indique ces derniers ont relevé des difficultés relatives à : (i) l'estimation des coûts des activités de réformes et (ii) l'adoption des textes relatifs aux réformes. De façon spécifique, le ministère de la planification de développement et de la coopération a évoqué des besoins financiers pour la reprise des activités de la plateforme de gestion de l'aide publique dans la cadre de la mobilisation des ressources extérieures.

Les échanges ont fait ressortir la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités (institutionnelles, techniques, ressources humaines et matérielles). Ce plan de renforcement des capacités qui serait un outil de dialogue avec les partenaires techniques et



Le CASEF à Lomé

financiers, devrait être financé principalement sur ressources propres. Les participants ont ainsi souhaité qu'un accent particulier soit mis sur les formations en gestion axée sur les résultats ou sur le budget programme en cours d'implémentation au Togo et aussi sur la méthodologie d'évaluation par la valeur acquise. Il a été suggéré aussi la reprise de la publication de la note de conjoncture Elaborée par la Direction générale des Etudes et Analyses Economiques (DGEAE), qui est un élément capital dans l'évaluation des pays à travers le Doing business. Les participants ont suggéré la poursuite de la publication de ce document qui entre dans le cadre du renforcement de la transparence.

Il en est de même pour le rapport d'exécution du budget élaboré au Togo par la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF). Selon l'article 74 de la LOLF, ce rapport est produit à la fin de chaque trimestre, transmis au Parlement et mis à

la disposition du public. A ce jour, des retards sont constatés dans son élaboration et sa publication. A cet effet, les participants ont suggéré que la DGBF prenne les dispositions pour saisir à temps les différents services qui fournissent les données relatives à l'élaboration dudit rapport afin de permettre sa finalisation et sa publication dans les délais requis (45 jours).

Le suivi-évaluation du Plan National de Développement (PND) a été aussi abordé. Dans le souci d'assurer la mise en œuvre du PND pour une meilleure atteinte des résultats escomptés, les participants ont souhaité accélération du processus en cours en vue de la mise en place des outils de suivi-évaluation de cette stratégie.

Pour l'adoption des projets de textes relatifs aux marchés publics, aux corps de contrôle et au budget programme, les participants ont suggéré qu'un plaidoyer soit fait pour la poursuite de l'adoption des projets de tex-

Zozo

UNION AFRICAINE : LE TOGO EST DE RETOUR À LA TÊTE DU CPS



Le Togo assure ce mois de juillet la présidence tournante du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS). Cet organe est calqué sur le modèle du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Créé en 2004, le CPS est sans doute l'innovation institutionnelle la plus ambitieuse de l'Union africaine.

Chargé de la prévention des conflits et du maintien de la paix, le CPS consacre le principe de 'non-indifférence', inspiré du 'devoir d'ingérence', en cas de violations graves des droits de l'homme par un Etat du continent.

Le Togo avait déjà présidé le Conseil l'année dernière.

La présidence du CPS permettra au Togo de contribuer de façon efficace aux débats et discussions.

Les membres du Conseil devraient notamment se rendre en Gambie où est déployée une force militaire mixte Cédéao/UA.

Le représentant togolais à l'UA est Sébadé Toba.

Source : @Republicoftogo.com

UNION AFRICAINE : L'UA SOLIDAIRE DU GOUVERNEMENT LIBYEN



Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), actuellement présidé par le Togo, s'est réuni vendredi à Niamey pour examiner la situation en Libye.

La session s'est déroulée en présence de Robert Dussey, le ministre des Affaires étrangères, de Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'UA, et de Smail Chergui, le Commissaire à la Paix et à la Sécurité.

Le CPS s'est déclaré 'profondément préoccupé par la situation en Libye, en particulier depuis le 4 avril 2019, ainsi que par le sort tragique des migrants africains dans les camps et les centres de détention de ce pays, en particulier les récents attentats à la bombe perpétrés contre des migrants et des réfugiés au centre de détention de Tajoura près de Tripoli, en Libye, 53 morts et des centaines de blessés graves le 3 juillet 2019'.

Le CPS a exprimé sa solidarité avec le gouvernement libyen (reconnu par l'ONU, ndr) et a réaffirmé son engagement et sa volonté de continuer à aider les parties prenantes libyennes à faire face à la crise dans leur pays.

Enfin, le Conseil de paix a fermement condamné 'l'ingérence extérieure (...) en particulier l'augmentation de l'intervention extérieure dans les affaires intérieures de la Libye, qui se manifeste par la fourniture continue d'armes à des factions militaires et à des milices en violation de l'embargo sur les armes imposé par l'ONU.

Source : @Republicoftogo.com

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : Une menace de grève plane sur les universités publiques du Togo

Dans un courrier adressé aux Prs Komlan Dodji Kokoroko de l'UL et Komlan Sanda de l'UK, le Syndicat de l'enseignement supérieur du Togo (SEST) et le Syndicat national des enseignants du supérieur (SNES) optent pour une cessation des activités pédagogiques dans les 2 temples du savoir. Une grève qui va durer 6 jours à compter du 15 juillet, date du début des exa-

mens. Elle sera reconductible si aucune solution n'est trouvée. C'est à cette date que débutent les évaluations du semestre mousson à l'université de Lomé.

Selon les syndicalistes, il n'y aura pendant ces 6 jours ni TD, ni TP, ni cours, ni lancement des épreuves de devoir et examen. Sont aussi concernés par cette grève, la surveillance, les corrections des copies, le traite-

ment des notes, les délibérations et la publication des résultats.

Les syndicats des enseignants-chercheurs dénoncent le silence des autorités devant leurs revendications. " Nous interpellons une fois encore le gouvernement pour qu'une solution rapide et définitive soit trouvée à nos préoccupations ", écrivent Dr Djifa Hounsi du SEST et Dr Essohanam



L'entrée principale de l'Université de Lomé

Batchana du SNES. Les deux syndicats préviennent que si aucune solution n'est trouvée, la grève est reconductible jusqu'à satisfaction.

La dernière cessation d'activités des enseignants-chercheurs de ces universités publiques remonte au 25 juin dernier.



Photo de famille lors de la rencontre

Dr. Christian Mouala (directeur pays du Programme commun des Nations Unies sur le VIH-Sida /ONUSIDA Togo), s'est entretenu vendredi à Lomé avec les

HAAC-ONUSIDA : Vers un partenariat gagnant/gagnant

membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la communication (HAAC), rencontre visant à renforcer les liens entre les deux institutions et à nouer un partenariat gagnant/gagnant, a constaté une journaliste de Savoir News.

Au Togo, l'ONUSIDA appuie le Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le SIDA et les Infections

Sexuellement Transmissibles (SP/CNLS-IST) et les autres institutions impliqués dans cette lutte pour la réduction de la prévalence à la maladie.

"J'ai été très honoré de rencontrer les membres de la HAAC, parce que dans la lutte contre le VIH, le pilier communication et médias est un des piliers très importants. Au Togo, nous avons accompagné le SP/CNLS-IST à mettre en place

le plan opérationnel d'accélération de la lutte contre le VIH d'ici 2020 pour atteindre les objectifs 90-90. Dans ce document, il y a un pilier qui est en lien avec les médias et la communication", a indiqué Dr Mouala.

"Nous avons partagé les différents axes de ce plan (...) Nous avons eu aussi, des échanges importants sur le plan stratégique de la HAAC. L'ONUSIDA et l'ensemble des agences des Nations Unies au Togo verront comment apporter leur soutien à ce plan stratégique, afin de tirer le meilleur profit de l'appui de la HAAC", a-t-il ajouté.

Ces dernières années, le Togo a fait beaucoup de progrès dans la lutte contre le VIH/Sida, mais il a besoin de tous les acteurs pour intensifier la lutte.

"La HAAC joue un rôle déterminant pour la promotion de la lutte contre le VIH/Sida. A ce titre, elle est un acteur privilégié dans cette lutte, parce que nous sommes chargés de la régulation des médias. Et la lutte contre le VIH/Sida doit s'appuyer essentiellement sur les médias", a confié pour sa part Pitalounani Telou (président de la HAAC).

"Nous avons voulu discuter avec l'ONUSIDA, pour savoir ce que la HAAC peut faire dans l'environnement des médias pour s'impliquer davantage dans cette lutte. Nous pensons que nous pouvons aider l'ONUSIDA à signer des partenariats directs avec des médias. L'organe de régulation peut servir de caution morale dans cette lutte", a-t-il souligné.

Rappelons que Dr. Christian Mouala est en poste au Togo depuis 4 ans.

Source : SavoirNews

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE
INDEPENDANTE



CENI - TOGO



**ELECTIONS DES CONSEILLERS
MUNICIPAUX**

**FÉLICITER LE VAINQUEUR
C'EST UN ACTE DE GRANDEUR !
NON A DES CONTESTATIONS
VIOLENTES !**



#ElectionsTg2019 TOGOLAIS VIENS, BÂTISSONS LA CITÉ

TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants

BOA accompagne
la scolarité
de vos enfants

Jusqu'à
5*
mois
de salaire

 **BANK OF AFRICA**
Groupe BMCE BANK

(*) Offre soumise à conditions

Spécial promo

JUSQU'À

-40%

sur le

DÉDOUANEMENT

**DES VÉHICULES
& DES MARCHANDISES***

jusqu'au 31 Juillet 2019

* Marchandises sous douane en souffrance



41, rue des impôts
02 BP 20823 Lomé TOGO
Tél : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg



OTR - TOGO



OTR - Office Togolais des Recettes



OTR - Office Togolais des Recettes

8201

RENSEIGNEMENTS

8280

ANTICORRUPTION

FEDERER POUR BATIR

www.otr.tg

CORIS EPARGNE KID

**+ 4,5% D'INTÉRÊT
+ 2,5% DE BONUS SUR INTÉRÊT
2 FOIS L'AN***

DÉPÔT MINIMUM
5 000^{FCFA}



ONY Coris

*Offre soumise à conditions

La Banque Autrement
www.corisbank.tg

